

Édito...

En France, les milliardaires se sont largement gavés, de manière historique. De mars 2020 à octobre 2021, les richesses des grandes fortunes françaises ont bondi de 86 %, soit un gain de 236 milliards d'euros. À titre de comparaison, elles avaient augmenté de 231 milliards d'euros en 10 ans, entre 2009 et 2019.

Si on regarde les cinq premières fortunes du pays, elles ont doublé leur richesse depuis le début de la pandémie : elles ont gagné 173 milliards d'euros. C'est près de ce que l'État a dépensé pour faire face au Covid-19 en un an. Ces cinq milliardaires possèdent désormais autant que les 40 % les plus pauvres en France. Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, a vu par exemple sa fortune passer de 67 milliards d'euros en mars 2020 à 163 milliards, en octobre dernier.

Et pendant ce temps les précaires sont de plus en plus précaires.

Car même si les chiffres du chômage récemment publiés sont en baisse, il nous faut les analyser. Ils démontrent que si le nombre de chômeurs de catégorie A (demandeurs d'emploi sans activité) a baissé de 12,6 % en un an, le nombre de chômeurs de catégorie C (demandeurs d'emploi travaillant plus de 78 heures sur un mois) a, lui, augmenté de 8,6 % en un an, sans compter les radiations administratives qui, elles aussi, ont augmenté de 44 %.

Pour les salariés, les rémunérations se tassent alors que le coût de la vie augmente, que ce soit les carburants, l'énergie, les biens de première nécessité, les loyers...

C'est dans ce contexte d'explosion des inégalités, que la CGT a appelé à se mobiliser le 27 janvier dernier et rappelle à une **nouvelle journée de grève interprofessionnelle le 17 mars prochain pour revendiquer une augmentation des salaires, des pensions et allocations** pour faire face à cette augmentation du coût de la vie.

La CGT crée toutes les conditions pour que cette journée d'action du 17 mars soit une réussite.

Mais avant, il y a le 8 mars, journée de lutte internationale pour le droit des femmes qui aura lieu dans la Marne. Cette journée servira de tremplin avec des actions locales sous forme de distribution de tracts là où les travailleuses sont présentes.



Ghislain Bride
Secrétaire Général Adjoint

DÉPOSÉ LE 25 FÉVRIER 2022



Sommaire

- **Page 1 :**
 - *Edito*
- **Page 2 :**
 - *Nous ne sommes pas des « vaches à lait »*
- **Page 3 :**
 - *Cotisations 2020 et 2021 : il faut faire vite !*
 - *Association « Les amis de Pierre MAITRE »*
 - *Décès de notre Camarade Raymond VIROT*
 - *Au feu !!!*
- **Page 4 :**
 - *SMURFIT KAPPA BIB : embauches suite à l'action syndicale*
 - *Brèves*
 - *A vos agendas*

Nous ne sommes pas des « Vaches à lait » !!!



Nous ne sommes pas des « vaches à lait »



Se déplacer en voiture a un coût qui pèse très lourd dans la période, mettant un grand nombre de salariés avec ou sans emploi et retraités en réelle difficulté, y compris pour se rendre au travail.

En effet, la crise sociale subie par un grand nombre ayant du mal à finir ses fins de mois, a de multiples raisons :

- ⇒ **La non augmentation des salaires et des pensions** mais aussi le reste à vivre qui diminue. C'est d'ailleurs pourquoi nous sommes en campagne pour l'augmentation des salaires.
- ⇒ **L'augmentation de l'énergie, de l'alimentation et autres charges** incompressibles y compris les frais de déplacement, qui obligent les plus pauvres à faire des choix.



Le transport en voiture est incontournable pour de nombreux salariés qui se rendent au travail. Ils sont pris pour « des vaches à lait » puisqu'ils doivent supporter l'augmentation du prix du carburant et l'augmentation du prix des cartes grises dans notre région Grand-Est.

L'exécutif du Conseil Régional Grand Est a osé, dans la période, augmenter le prix des cartes grises passant de **42 à 48 euros** (prix du cheval fiscal).

Le Président du Conseil Régional envoie donc un message à la population et aux ménages les plus modestes, que leurs réalités et difficultés quotidiennes sont bien loin de ses préoccupations, tout comme le Président de la République qui ne prend aucune mesure sur le prix du carburant.

Ils camouflent leurs choix politiques comme s'il n'était pas possible de faire autrement.

Le Président du Conseil Régional, avec sa majorité, a donc fait ce choix car les dotations financières dont dispose la collectivité sont bien loin des besoins de la population. Il y a en effet



peu de marge de manœuvre financière dans cette collectivité mais l'exécutif régional préfère le taire au risque de déplaire au gouvernement qui défend et assume le démantèlement de l'organisation des politiques publiques.

Il est également temps de dire aussi **stop également à la loi 4 D** qui aggravera la situation, permettant des différenciations entre territoires permettant à certains d'avoir plus de pouvoirs au détriment d'autres.

Dans le même esprit, sur le prix du carburant, le gouvernement ne prend aucune mesure d'urgence en décidant par exemple, de faire payer les grands groupes pétroliers qui pourtant continuent de cumuler les profits et n'ont aucune difficulté à boucler leur fin de mois.

La C.G.T exige :

- Une autre répartition des richesses ;
- La fin des distributions d'aides aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie ;
- Des dotations aux collectivités territoriales à la hauteur des besoins de la population ;
- L'augmentation des salaires et des pensions.

Ne pas jeter sur la voie publique

La traite des vaches à lait est productive pour eux.

Il faut que ça s'arrête !!!



C'est pourquoi, l'Union Départementale CGT de la Marne appelle tous les salariés à se préparer à l'offensive pour augmenter leurs salaires mais aussi agir partout où c'est possible, là où les décisions se prennent pour dire stop à la vie chère !

La prochaine journée d'action et de grève aura lieu le 17 mars 2022.

Cotisations 2020 et 2021 : il faut faire vite !



Pour l'exercice 2020, la direction Confédérale a fixé la clôture au 28 février 2022.

Lors de notre dernière Commission Exécutive nous avons recensé 8 retardataires sur l'exercice 2020 et 27 sur 2021.

Les Unions Locales ont pris ce chantier à bras le corps afin de tendre au plus près du 100 % FNI 2019.

Mais comme chacun le sait, le nombre d'adhérents, est essentiel pour la construction du rapport de force, c'est par la cotisation que se financent l'activité et les initiatives de l'ensemble de notre organisation, du syndicat à la confédération.

Nous devons évaluer les difficultés que les camarades retardataires rencontrent afin de tendre à une clôture de l'année à + 3 mois (mars de l'année suivante), afin d'éviter à tous nos syndicats de se faire rattraper par la loi sur la représentativité de 2008.

Ghislain BRIDE

Association « les amis de Pierre MAITRE »



Cette association est issue de la fermeture de VMC en août 2009 et en cogestion avec le CE de Reims boisson ex BSN, aujourd'hui OI Manufacturing France.

La CGT est partie prenante et nous devons défendre nos valeurs au sein de celle-ci.

C'est pourquoi, je viens vous solliciter à adhérer à l'association et avoir la possibilité de bénéficier, pour ceux que cela intéresse, de la pêche dans les étangs à Muizon ou d'un mobile-home à Fort Mahon.

Les tarifs annuels de la carte sont de :

- Pour l'adhésion : 25 €
- Avec la carte pêche : 35 €
- Avec la carte pêche et un invité : 50 €

L'Assemblée Générale aura lieu le **samedi 19 mars à 10h** au siège de l'association, 2 rue Nicolas Appert à St Brice Courcelles, en face de l'ancienne entrée des VMC, 41 rue Pierre Maitre.

Jean-Claude BOULBEN

Ancien de VMC et Secrétaire Général de l'USR CGT 51

Décès de notre Camarade Raymond Virot



Raymond a milité, toute sa vie, à la CGT au sein des personnels de l'université de Reims.

Il a occupé les fonctions de Secrétaire Général de l'UL Reims Sud-Est, membre du bureau de l'UD et des responsabilités régionales.

Sur le terrain politique, il fut maire adjoint PCF de 1977 à 1983 à la Mairie de Reims.

Son engagement fut aussi dans le sport.

Nous saluons sa mémoire et témoignons à sa famille nos très sincères condoléances.

Au feu !!!

La planète flambe, les dividendes du Capital flambent, les conflits armés flambent, les prix flambent...et les politiques ultralibérales menées par les gouvernements accélèrent la propagation de l'incendie.

En France et ailleurs en Europe, les travailleurs tentent malgré tout d'éteindre ce feu géant : les conflits sociaux se multiplient, sous diverses formes et quoi qu'on veuille nous faire croire, nombre de grèves ont eu raison des velléités du patronat.

Aucun argument patronal, sur les revendications actuelles liées aux salaires et aux conditions de travail, ne peut, ni ne doit trouver écho dans les rangs des organisations syndicales et particulièrement dans les rangs de la CGT, dans le contexte actuel de records de milliards de dollars engrangés par le capital, sur la seule période de la pandémie liée au Covid.

Rien ne justifie aujourd'hui que les travailleurs doivent payer la crise.

Après le chômage partiel, pourquoi devrait-on encore

accepter les hausses des prix des carburants, du gaz, de l'électricité, des denrées alimentaires...?

Pourquoi devrions-nous accepter aussi des négociations sur les salaires plafonnées à des taux de misère ?

Quels arguments patronaux peuvent justifier que nous devons encore nous serrer la ceinture ? Quels arguments patronaux peuvent justifier le démantèlement de nos services publics ? Quels arguments peuvent justifier les plans de licenciements ?

AUCUN !

Nos revendications sont légitimes mais aussi VITALES.
La régression sociale imposée, ça suffit !

La CGT revendique des salaires mensuels à 2000 euros bruts, la semaine à 32h, la fin de la précarité, la revalorisation des pensions et des minima sociaux, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Béatrice LE PERRUN

SMURFIT KAPPA BIB : Embauches suite à l'action syndicale

Après des années à revendiquer l'emploi pour nos collègues intérimaires, la CGT pousse Smurfit Kappa BIB à les embaucher !

Et il était temps car depuis des années 120 intérimaires sont exploités sans scrupule à coup de contrats à la semaine ou au jour le jour par l'agence Adecco et son client Smurfit Kappa BIB.

Ces embauches font suite aux martèlements de revendications, de procédures, de saisines de l'inspection du travail, de mises en demeure pour non-respect de l'égalité de traitement, et récemment, à une action menée au printemps avec nos camarades de la CGT Adecco et la rencontre avec une centaine de nos collègues intérimaires pour leur faire connaître leurs droits.

La CGT Smurfit Kappa BIB fait changer la politique d'exploitation de la précarité dont sont victimes les intérimaires...

10 opérateurs de production embauchés en juillet 2021, une nouvelle vague de recrutement de **20 opérateurs** sur décembre 2021 et **une dizaine de conducteurs** en janvier.

Eh oui, un intérimaire est moins rentable pour un capitaliste lorsque celui-ci est obligé de respecter la loi et de verser tous les éléments de rémunération.

Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu.

Ludovic SIECKER

Brèves

Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP) une décision administrative combattue.

Il s'agit d'une structure de soins qui reçoit des enfants de 0 à 6 ans. Elle ne peut fonctionner sans pédiatre.

L'annonce brutale de son départ a provoqué de la colère. Cela prouve que la direction et l'ARS ne tiennent absolument pas compte des besoins de la population. L'équipe soignante s'est mise en grève, elle doit être entendue...

A suivre...

TUR

Une nouvelle initiative de lutte est en cours de réalisation pour doter l'agglomération rémoise d'un service public de transport urbain digne de ce nom...

Suivre la ligne L comme Lutte pour arriver au terminus V comme Victoire.

En solidarité avec Cuba

De très nombreuses Unions Départementales, Fédérations et Comités Régionaux ont décidé de répondre favorablement, à la demande de la Confédération des Travailleurs de Cuba (CTC), d'organiser une campagne de solidarité et de lutte pour qu'enfin le blocus américain soit levé.

C'est pourquoi nous lançons une campagne d'aide (financière et matérielle) afin d'aider la CTC dans son fonctionnement, les travailleurs cubains et leur famille.

Pour notre département, nous vous demandons d'organiser **une collecte de lunettes correctives** auprès de nos adhérents, des salariés de vos entreprises, des amis et famille.

Vous pouvez adresser votre financement à l'UD en nous précisant : solidarité CTC et nous vous remettons un justificatif de versement.

Cheminots de Châlons

Un bureau d'embauche est organisé par le syndicat CGT Châlonnais toute la journée du **Vendredi 25 février en gare SNCF**.

Faites le savoir et que celles et ceux qui sont intéressés viennent rencontrer les militants avec des CV.

Valéo

Une campagne de mobilisation est lancée pour rétablir un élu CGT de l'entreprise dans son bon droit et que la mise à pied de 5 jours soit purement et simplement annulée.

Notre camarade est victime d'un complot mené par 2 représentants d'une « organisation syndicale concurrente » avec la complaisance pour ne pas dire les donneurs d'ordre, de la direction de l'entreprise...

A vos Agendas

- **Mardi 8 mars 2022** : Journée de lutte internationale pour le droit des femmes
- **Jeudi 17 mars 2022** : Journée interprofessionnelle d'action et de grève
- **Mercredi 23 mars 2022** : Rassemblement devant le Tribunal de Châlons en Champagne en soutien à Sabine DUMENIL qui comparait suite à une plainte de la Directrice de DREETS pour diffamation et injures publiques.
- **Jeudi 21 avril 2022** : Congrès de l'USR CGT 51 à Reims